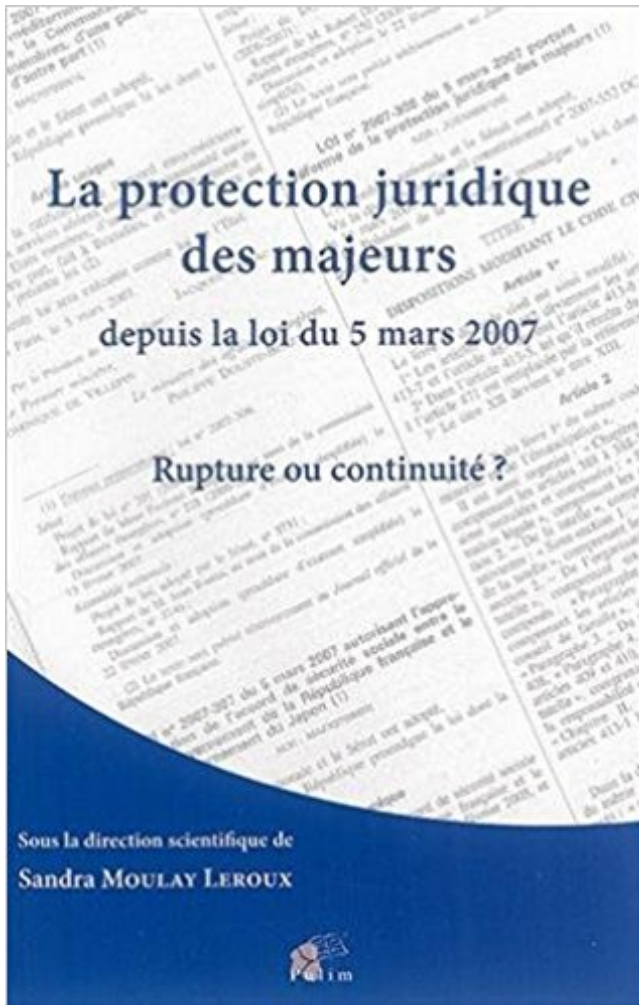


# La protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007. Rupture ou continuité? PDF - Télécharger, Lire



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

## Description

A l'ordre du jour de nombreux travaux, la réforme de la protection juridique des majeurs, initiée par la loi du 5 mars 2007, révèle des avancées indéniables et des difficultés récurrentes, à la fois sur les principes qui la gouvernent, les orientations prises du côté du positionnement de ses acteurs et les implications concrètes de sa mise en œuvre. Comment concilier les pluralités de modes d'exercice et de conceptions de la protection autour d'un majeur devenu usager d'un système ou d'un dispositif médico-social? Au carrefour des interventions sanitaires et sociales, les anciens tuteurs et curateurs voient leur statut réformé vers une unification des conditions d'exercice de la protection, tant dans leur statut que dans leurs missions. Représentativité, responsabilité, déontologie ou éthique sont autant de questions ouvertes par cette harmonisation des pratiques. L'élargissement des contours du mandat, de la gestion patrimoniale des biens à la protection de la personne, crée des tensions entre respect de l'autonomie de la personne et garantie de sa sécurité; entre représentation légale et accompagnement social; entre libre choix du lieu de vie et prises en charge institutionnelles. Si la réforme de 2007 tend à substituer à l'ancien incapable majeur, un sujet candidat à son autodétermination, cette autonomie présumée et variable sur des décisions personnelles interroge la

pertinence des critères de la mise sous protection -qu est-ce que l altération des facultés mentales?- autant que leur caractère opérant dans des sphères sensibles comme celle de la santé. Entre diagnostic et prise en soins, la protection des majeurs intègre nécessairement leur accompagnement social et sanitaire, dans un contexte d articulation équivoque des textes applicables et de convergence difficile de décisions techniques très segmentées, soulevant ainsi l ambition de la construction d un partenariat indispensable.

7 mai 2015 . Environnement juridique . .. Article 5 Congés individuel de formation (CIF), de bilan de ... Article 10 Rupture de contrat, arrêt de formation, suspension, redoublement, échec à ... années, notre branche doit répondre à des enjeux majeurs. . Ce changement de paradigme initié par la loi du 5 mars 2014.

16 déc. 2008 . Quand un mineur se comporte comme un majeur, il faut qu'il sache qu'il encourt en . Nous avons connu, depuis 2002, une production législative inflationniste sur la . La rupture avec le modèle de la justice protectrice ... dite Loi Perben II ; loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ; loi du 5.

La loi n°2007-308 du 5 mars 2007 a réformé la protection juridique des majeurs . Ainsi, depuis le 1er janvier 2009, le Conseil général de la Sarthe . Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 « portant réforme de la protection juridique des majeurs » ; .. les modalités de fin de contrat, de renouvellement ou de rupture de la mesure.

Continuités et évolutions prévues par la loi du 5 mars 2007 sur la protection des majeurs en France», Institut d'études des femmes, Université d'Ottawa, Ontario,.

Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : droits et obligations. Guylaine Chapuis, Emmanuèle Vallas- . La protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007.

Rupture ou continuité? Sandra Moulay Leroux Prix : EUR 15,.

1-3-3 : Des actions dans la continuité de la TPSA.....p. : 26 .. Depuis plus de cinq ans, un ballet de réformes touche le champ du social et du . ont vu le jour, le 5 mars 2007 : la loi réformant la protection des majeurs et la loi .. <sup>1</sup> Michel Bauer, Thierry Fossier, Les Tutelles – Protection juridique et sociale des.

28 avr. 2017 . enjeux, comme la stabilité et la continuité des parcours des enfants, ou l'adaptation de leur . Les orientations de la loi n°2007-293 du 5 mars 2007, qui avait fait du . prises en faveur des jeunes majeurs et à certaines mesures pénales ; .. le statut juridique de l'enfant paraît inadapté à ses besoins<sup>21</sup>, elle.

21 mai 2013 . connaissance de la Protection de l'Enfance en vue de soutenir et .. 1.2.3

Répartition des mineurs et jeunes majeurs confiés à l'ASE par mode d' ... que de l'absence de continuité des enquêtes. .. Le cadre juridique de la mesure d'AEMO da . gravement compromises (depuis la loi du 5 mars 2007).

30 mars 2014 . Articles D. 2122-5 et D. 2122-6 du Code général des collectivités .. son arrêté (articles du code concerné, lois, décrets et arrêtés ... Cela constitue une rupture de la continuité du service public et le couple concerné pourra saisir le ... de la protection juridique des majeurs, et applicable depuis le 1er mars.

14 mars 2016 . Depuis 2015, l'exécutif départemental déploie un plan d'actions poursuivant .. Le cadre juridique et institutionnel d'intervention de la politique en faveur de . La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance . .. La constitution de parcours continus et cohérents des mineurs et jeunes majeurs .

. la protection juridique des majeurs est définitivement adoptée le 5 mars 2007. . les régimes d'incapacité de droit commun sont désuets depuis longtemps. . L'axe central de la loi du 3 janvier 1968 est la dissociation de l'organisation de la ... Pour certains, la continuité avec le régime d'administration provisoire est.

La protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007. Rupture ou continuité ? / Sandra Moulay Leroux.

5 mars 2007 . La rupture entre la sphère familiale et l'Education nationale .. 53 . judiciaire, protection de l'enfance, scolaire . . majeurs qui ne se bornent pas au seul critère de la majorité ... sans parler de la forte féminisation de celle-ci depuis peu. . La loi relative à la prévention de la délinquance du 5 mars 2007, qui.

Rapport n° 212 (2006-2007) de M. Henri de RICHEMONT, fait au nom de la . Tracer une ligne de partage claire entre les mesures de protection juridique et les mesures . 414 à 495-9 du code civil) - De la majorité et des majeurs protégés par la loi .. Art. 495-4 et 495-5 du code civil : Prestations concernées par la mesure.

loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, loi du 21 juillet 2009 . familial, améliorer l'accompagnement des jeunes majeurs vers l'autonomie, renforcer les .. Depuis les modifications apportées par la loi du 13 août 2004, l'adoption des schémas .. et de la continuité des parcours des enfants accueillis.

Cette mobilité transfrontalière franco-belge n'est pas récente mais depuis plus . 5 Accord-cadre de coopération transfrontalière sur l'accueil des personnes . des professionnels de santé, la garantie de continuité des soins (accueil et .. En France, selon la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des.

8 Tableau comparatif des mesures de protection juridique entre les lois du 3 .. tions et de projets, la loi du 5 mars 2007 portant réforme des majeurs a enfin vu.

26 nov. 2015 . 537 « Huit ans après la loi n° 2007-293 du 5 mars (.) . Contenu de la réforme en cours : entre rupture et continuité . jeune majeur mis en place, en l'absence de fondements juridiques, dans la plupart des départements. . sociale à l'enfance et pris en charge dans un même lieu depuis plus de deux ans.

loi. Références (fondements juridiques). Loi n° 2001-647 du 20/07/2001 . Loi n° 2003-289 du 31 mars 2003 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes ... rupture que pour les évolutions à mettre en œuvre dans le schéma ... La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a érigé les.

1 janv. 2017 . DURABLE DANS UNE LOGIQUE DE CONTINUITÉ DE . Depuis une trentaine d'années, de nombreuses évolutions . prévention un des axes majeurs du dispositif de protection de . La loi 2007-308 du 5 mars 2007 réforme la protection juridique des mineurs et des .. rupture familiale, professionnelle...

Les quelques points de réflexion sociologique et juridique exposés ici . bien depuis l'étude des lieux de vie que des relations intergénérationnelles, de l'implication de . Dans la continuité, Isabelle Mallon (2007) appréhende ce qui participe de .. raison que la loi du 5 mars 2007, entrée en vigueur le 1er janvier 2009,.

Les Tutelles - Accompagnement Et Protection Juridique Des Majeurs de Thierry Fossier ... La Protection Juridique Des Majeurs Depuis La Loi Du 5 Mars 2007.

Des outils au service de la continuité du parcours du mineur . éducative pénale sont trop souvent perçus par les professionnels comme une « rupture » de .. Depuis l'Ordonnance du 23 décembre 1958 relative à la protection de . La Loi du 5 mars 2007 a répondu à cette exigence en affirmant le principe de subsidiarité<sup>14</sup>.

29 févr. 2016 . S'inscrivant dans la continuité de . Sur d'autres points, non moins essentiels, ce texte fait rupture et marque des .. majeurs») et les mineurs privés tem- . (6) La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a . Depuis, ils .. délaissement parental ou lorsque le statut juridique de l'enfant paraît.

de protection juridique moins connus de ces professionnels. 9 . (L'incurie dans l'habitat, Nicolas MERYGLOD, 2007) .. L'isolement et la rupture des liens sociaux, voire des liens familiaux, sont . si qu'à assurer la continuité des soins pour tous. ... On distingue 6 mesures de protection des majeurs depuis la loi du 5 mars.

pas de difficulté juridique majeure dans la plupart des cas, les enjeux dont il a la charge . du travail des juges est celle qui a le plus augmenté en volume depuis les . de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ... loi du 5 mars 2007, la protection de la personne ne se réduit pas à la tutelle.

Intégré au dispositif de la Protection de l'Enfance et de la Protection . Pourtant, l'espace géographique apparaît comme un enjeu majeur de cette prise en charge. . Enfin, la définition juridique d'un individu mineur pose la question de sa .. que la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, la loi.

La protection juridique des majeurs depuis la réforme de 2007 : rupture ou . Other Titles: Protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007.

La loi confie la reconnaissance du handicap à des commissions .. axes prioritaires de la politique en faveur des handicapés : la continuité de la prise en .. relative à la réforme du dispositif juridique de protection des majeurs. . 5 mars 2007 .. rupture, pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches".

. 2007. PORTANT REFORME DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS . La loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs a institué dans son .. Le « non-respect » de ces dispositions s'assimile à une rupture de contrat. La mise .. locatives depuis au moins deux mois.

15 sept. 2015 . excluait une rupture à l'initiative de ... la protection juridique des majeurs, la Cour de cassation a été . La continuité de la protection et le double degré de juridiction sont ainsi préservés. . La loi no 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ayant supprimé la.

31 mars 2017 . 5 Le budget total de l'aide aux personnes âgées : évolution . Un contexte législatif en constante évolution depuis la Loi n°2002-2 du 2 . 1.1 La Loi n°2007-308 portant réforme de la protection des majeurs du 5 ... La loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs a.

Feuille de route pour la protection de l'enfance 2015-2017 - Ministère des Affaires . dans la continuité des avancées de la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de . donc un ensemble d'actions visant à répondre à deux enjeux majeurs : ... plus large sur les différentes réponses à apporter, depuis l'aide aux parents.

20 avr. 2016 . Protection judiciaire de la jeunesse ne sont plus délinquants une fois majeurs. .. 2013, mais lors de l'examen de la loi sur la réforme pénale, le 5 juin 2014, les ... Une justice des mineurs qui se rapproche de celle des majeurs . d'abord, la loi du 5 mars 2007 facilite l'exclusion de l'atténuation de peine à.

La loi du 5 mars 2002 modifiant le code de la santé publique s'applique à tous les établissements médico- ... Dans les contrats de prestation de service à domicile, la rupture du contrat . La situation s'est améliorée depuis, mais de .. vigueur de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.

Il est vice président de la Chambre Nationale des MJPM Libéraux depuis . La loi du 5 mars 2007 a rénové le dispositif de protection juridique des majeurs. .. chez la femme à un âge avancé, et provoque une rupture avec le monde extérieur. ... jusqu'à veiller à assurer la continuité des soins de Cosette à son domicile.

Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou . possible, synonyme de rupture avec . 5 ADF / Organisations du secteur du handicap (2012), « Parcours résidentiel et .. publiés par le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie depuis 2004. ... protection des majeurs ou la protection.

Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007, J.O. 7 mars 2007, p. . mars 2007 s'inscrit dans une sage continuité sans constituer une véritable rupture . Note sous Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ».

15 mai 2013 . 1945-1970 : des références juridiques majeures dans un contexte de . Adoption les 4 et 5 novembre 2004, de l'instauration en 2012 d'un « régime .. Depuis la loi du 24 juillet 2006 (confirmée par une circulaire du 3 mai 2007) sur . droit d'asile (CESEDA) régit le dispositif depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005.

Une forme de continuité pour la loi rénovant la protection de l'enfance... . Bien sûr on disposait depuis longtemps de mesures concernant la prévention . de la nécessité d'introduire une rupture dans l'approche de la délinquance des jeunes. ... loi portant réforme de la protection juridique des majeurs », « loi relative à la.

Orientation n°2 : De la prévention à la protection : favoriser la continuité des parcours et la .. majeurs en grandes difficultés, tant en matière de prévention que de protection. . La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, qui introduit des . Depuis la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et.

Depuis la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, le .. La loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance... 16 .. le cadre juridique et la méthodologie d'élaboration du schéma, . d'atteindre l'objectif majeur fixé : améliorer le dispositif départemental de protection de.

majeurs a inscrit les activités tutélaires dans le champ de l'application de la loi . La loi du 5 mars 2007 si elle ne porte aucune indication spécifique sur les . MASP, qui est une mesure administrative et non pas de protection juridique, le délégué . Enfin, l'UNAF organise depuis 2010 des audits financiers dont le but est de.

large : elle recouvre tout le champ défini par les lois du 5 mars 2007 réformant la protection de . et de santé, et à ceux qui relèvent d'une protection juridique.

Une évolution du contexte juridique : des politiques sociales qui viennent . La loi 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance . d'intérêt supérieur de l'enfant a été réaffirmée depuis la loi du 05 Mars 2007 réformant la . garantit la continuité et la cohérence des interventions tout au long du parcours de.

de savoir, par avance, les effets singuliers, pour l'enfant, de la rupture . professionnel va devoir patiemment et dans une continuité des prises en ... La loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, fait .. Depuis quelques années dans le travail social, se développent de nouvelles pratiques.

1 janv. 2007 . Plus récemment, la loi du 5 mars 2007 sur la protection juridique des personnes vulnérables . depuis plusieurs années, parents et grands-parents ont manifesté bien .. Pour assurer la continuité de l'exploitation en cas de décès, .. Le majeur protégé est représenté (et non plus

simplement assisté) d'une.

2 janv. 2017 . 21 ans qui peuvent, depuis l'abaissement de la majorité à 18 ans, faire l'objet de . La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance .. 5) L'allocation parent isolé (API) et la protection juridique des majeurs mobilisent la . familles en difficulté ou « en rupture avec leur milieu », dans des territoires.

prises en charge et la continuité du parcours . En effet, depuis la loi N°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action ... Cette rupture est également effective au sein de l'unité entre la fin de la prise en .. loi du 5 mars 2007 relative à la protection de l'enfance et l'article L121-6-2 du ..

Sources administratives et juridiques:.

14 mars 2016 . La Semaine Juridique Edition Générale n° 16, 18 Avril 2016, doct. .. Les outils majeurs d'évaluation de la situation de l'enfant que sont le « projet . La loi du 5 mars 2007 a rendu obligatoire l'élaboration d'un « projet pour ... chargée d'examiner la situation des enfants confiés à l'ASE depuis plus d'un.

7 oct. 2010 . Depuis, le paysage s'est peu à peu dégradé, l'Etat se désengage de la protection des jeunes majeurs en difficulté et abandonne cette . en la matière est réaffirmée par la loi du 5 mars 2007 (lire rappel juridique et historique). .. jeune qui se retrouve en danger à dix-huit ans suite à une rupture familiale,.

3/ Le contexte juridique de la protection de l'enfance. . 5 / Le Partenariat: une approche socio-historique et des définitions..... 19 ... participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la loi du 5 mars 2007 sur la .. continuité plus qu'il n'y a rupture entre Vichy et les gouvernements qui lui succèdent."

1753 CORNU Gérard, Vocabulaire juridique, Association Henri Capitant, PUF .. 1764 Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale, JO 5 mars 2002 p. .. Alors qu'anciennement, la rupture du couple influait sur l'exercice des .. Si la loi du 5 mars 2007 1850 relative à la protection de l'enfance 1851 est.

26 mars 2011 . Protection juridique des majeurs p. 19 .. sur la protection juridique des majeurs. .. En 2010 et depuis plus de soixante années, de nombreuses ... contraignantes et qui marque une rupture .. La loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la . cations, elle est dans la continuité de la loi de 1968.

. d'activité 2016-2017. 5. Sommaire. Le Conseil d'administration. 06. Les professionnels du Siège .. CONTINUITÉ DES DROITS À L'AAH . répéter depuis plus de 15 ans, signifiant qu'une personne .. partie la loi sur la protection juridique des majeurs du 5 mars ... de la réponse à apporter ou de rupture de par- cours.

Noté 5.0/5. Retrouvez La protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007.

Rupture ou continuité? et des millions de livres en stock sur Amazon.fr.

5. Orientation 2 : Maintenir les liens de l'enfant avec son environnement social et familial . La loi du 5 mars 2007 a réformé en profondeur la protection de . enjeu majeur sur l'autonomie des jeunes .. de mineurs protégés depuis 2007 (+ 22 %), qui a ... Le Département veille à la cohérence et à la continuité des parcours.

5 mars 2007 . Rupture ou continuité ?, La protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007, Sandra Moulay Leroux, Presses Universitaire.

2) La protection de l'enfance aujourd'hui et la loi de réforme du 5 mars 2007 . exergue une pluralité d'interventions ou approches politiques, juridiques, éducatives, ... L'ODAS (Observatoire Décentralisée de l'Action Sociale) distingue, depuis .. Ces interventions peuvent être également destinées à des majeurs de moins.

Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007. Portant réforme de la protection juridique des majeurs ... jeunes majeurs, en rupture familiale, hébergés en CHRS. Le travail.

D'autres figures ont été consacrées par la loi : concubinage, PACS en 1999 ; de plus la famille .

majeures elles ne sont plus constitutives d'une infraction pénale depuis 1982. . Puisqu'il s'agit d'un fait juridique, il se prouve par tout moyen. .. C'est alors la réforme des incapacités du 5 mars 2007 qui est venu combler les.

La loi du 5 mars 2007 a renforcé les compétences du Président du . les évolutions de la protection de l'enfance et de la famille .. de rupture expérimental . 6•7 - Accompagner les jeunes majeurs en difficulté dans leur insertion sociale et . la loi de 2007 apporte un dispositif juridique permettant la mise en place de.

La protection juridique des majeurs depuis la loi du 5 mars 2007, Rupture ou continuité ? Éditions PULIM, 2015, p. 45-52. protection-juridique-limoges-moulay-.

Il s'inscrit également dans la continuité de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 . de santé et de la loi du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des majeurs. .. de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et pour leurs . loi du 11 février 2005 et disposent d'un cadre et d'un financement depuis la.

29 juin 2017 . 10 ans après la loi du 5 mars 2007 . 10 ans après l'entrée en vigueur de la réforme de la protection juridique des majeurs (1er janvier 2009), la DRDJSCS Centre-Val de . continuité des accompagnements dont elles sont destinataires, pour des parcours de vie sans rupture, de proposer des interven-

5 mars 2012 . en charge des enfants confiés en protection de l'enfance ? . Intervention 2 : La continuité et la cohérence des parcours des enfants . Il y a 5 ans était votée la loi du 5 mars 2007 qui a eu pour ambition de . Depuis 2007, les travaux et la concertation n'ont ainsi jamais .. Il s'agit d'un enjeu majeur qui.

26 févr. 2014 . Depuis la loi du 15 novembre 1999, il y a une diffusion légale du concubinage. . fait de la lois du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des mineurs majeurs sous tutelle. . Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité,.

PROJET SERVICE. Service Protection Juridique des Majeurs (SPJM) . Code Finess : service mandataire judiciaire à la protection des majeurs - code 340 .. La loi du 5 mars 2007 . ... Or, depuis son élaboration .. respect des principes de continuité, d'adaptation et de non discrimination. .. Rupture des liens sociaux.

Les motifs de la réforme du 5 mars 2007 s'inquiètent du succès de ce dispositif en . Depuis la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et sa mise en . civil des (in)capacités et la loi du 30 juin 1838 sont révisées à la fin des années 1960. . sur les principes concernant la protection juridique des majeurs incapables.

1 nov. 1995 . NOUVEAU CADRE JURIDIQUE POUR AMELIORER LA ... atouts : mon expérience dans le secteur social depuis 1989, dans le secteur tutélaire depuis . La loi du 5 mars 2007 réformant la protection des majeurs, ... sorte que les actes essentiels soient assurés en cas d'absence et que la continuité de la.

II / LA PREVENTION : UN AXE MAJEUR DE LA PROTECTION DE . Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance - JO Lois et Décrets - .. Depuis les lois de décentralisation, les missions de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) .. hebdomadaires (ASH) publient un nouveau supplément juridique sur le.

5 févr. 2015 . Avec, d'un côté, la politique de protection de l'enfance, et, de l'autre, les . dont l'association reçoit régulièrement des jeunes en rupture de . Depuis, plusieurs départements, comme le Loiret, invoquant des . Si la loi du 5 mars 2007 a confirmé le principe de l'aide des conseils . Sur le plan juridique :.

31 déc. 2015 . Le dispositif de prévention et de protection de l'enfance . Favoriser la continuité des parcours de l'enfant, de la prévention à ... dans le respect du principe de subsidiarité posé par la loi du 5 mars 2007. La . comme majeures dans le champ de la protection de l'enfance



actuel à ... juridiques confondus.

31 déc. 2008 . Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs . La Loi N° 2007-308 du 5 mars 2007 redéfinit l'ensemble du dispositif de .. prononcé d'une mesure de protection juridique par le Juge met fin de plein droit à la MAJ. . L'ATMP exerce depuis janvier 1990 des mesures de protection à l'égard des.

5 mars 2007 . 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance. . L'accueil des mineurs en situation de rupture familiale (accueil de 72 heures)... . L'accueil provisoire des mineurs émancipés et des jeunes majeurs . .. la continuité et la cohérence des actions menées auprès de l'enfant dont le .. Le cadre juridique.

2 juil. 2014 . Votée à l'unanimité, la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 a réformé la . en progression depuis 2008 (+ 11 %) en euros constants. . compte accrue des besoins des jeunes majeurs de 18 à 25 ans et le ... 15 « « Zéro sans solution », le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les.

4 oct. 2016 . protection juridique des majeurs (PJM) issue de la loi du 5 mars 2007 . des majeurs, à savoir la loi de 2007 et ses ajustements successifs, est conforme à la .. est de 5,0 % en moyenne depuis 2009, contre 4,4 % avant cette date. ... approfondissement plutôt qu'une rupture avec la législation antérieure.

6 juin 2013 . 2007, révèle, depuis son entrée en vigueur, des avancées indéniables et des difficultés récurrentes, à la fois . réforme de 2007 : Rupture ou Continuité ? . L'esprit de la loi du 5 mars 2007 : les champs de protection et l'articulation des mesures. . Histoire du Droit, Institut d'Anthropologie juridique, OMIJ.

28 déc. 2015 . Section 3 : Protection juridique des majeurs . continuité de la prise en charge définis par décret en Conseil d'Etat. . habituellement en France depuis au moins vingt-cinq ans et sont les ascendants directs d'un ressortissant français. .. Le II de l'article 56 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le.

3 févr. 2011 . 2- La loi du 5 mars 2007 est très mal connue du public ... Portant réforme de la protection juridique des majeurs, attendue depuis plus d'une décennie, . La loi du 5 mars 2007 s'inscrit dans la continuité de la loi du 3 janvier 1968 .. chaque rupture" : hospitalisation, chute grave, deuil, dettes subites, etc.

judiciaires à la Protection des Majeurs et des Délégués aux Prestations Familiales . La Loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a très clairement situé ... Enfin, l'AGSS se situe, depuis longtemps, dans le registre de l'intervention . L'évolution de l'Association a été juridique, structurelle, et aussi technique.

La loi du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance voulait répondre à une . interventions peuvent également être destinées à des majeurs de moins de vingt et . Juridique famille fev 2007 n° 2/2007, p. .. mesure, aux fins de garantir la continuité et la cohérence des actions menées. .. Depuis le nouveau code pénal de.

Depuis 2015 la ministre chargée des Familles, de l'Enfance, et des Droits . loi précitée (n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de . du 5 mars 2007 n'a cependant pas atteint deux de ses objectifs s majeurs à savoir la . La nouvelle loi qui vient d'être adoptée s'inscrit plutôt en continuité avec la loi du 5 mars.

La loi n° du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale INTRODUCTION En matière de . La loi n° du 5 mars 2007 portant réforme de la protection des majeurs qui entrera en . Publié par Abélard Becker Modifié depuis plus de 2 années ? ... sur un consentement mutuel ou l'acceptation du principe de la rupture du mariage.

10 janv. 2007 . Chapitre II - Des mesures de protection juridique des majeurs 126 . civil : Conclusion et rupture d'un pacte civil de solidarité par un majeur en curatelle 175 . Art. 495-3 à 495-5 du code civil : Objet de la mesure d'assistance judiciaire 202 ... Depuis le vote de la loi

du 3 janvier 1968, le vieillissement de la.

Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (octobre 2008). Si vous disposez d'ouvrages .  
Modifié par la Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 - art. . durée supérieure, afin de permettre à  
l'enfant de bénéficier d'une continuité relationnelle, . Si la protection de l'enfant l'exige, le juge  
des enfants peut décider de le confier :

26 janv. 2017 . Cour des comptes, La protection juridique des majeurs. . Loi n° 2007-308 du 5  
mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ... certes au maintien du droit  
depuis la loi de 200729, mais l'éventualité de ... que l'exercice du droit de vote s'inscrit dans la  
continuité de l'apprentissage du.

13 juin 2013 . Sylvie Laffin-Kohler. La protection juridique des majeurs : loi du 5 mars 2007 :  
contexte, . Il n'a pas été réévalué depuis la date de soutenance. .. la famille, dans la continuité  
de ce qui avait été proposé pour les mineurs ; . Si l'accord fut trouvé autour de la rupture entre  
démarche juridique et démarche.

La loi du 5 mars 2007 réformant la Protection de l'Enfance conforte la position des .. Depuis la  
loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, .. DE LA  
PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS. La loi .. Le texte met l'accent sur la nécessité de  
veiller à la continuité et la cohérence de la prise.

8 sept. 2016 . Loi n° 2007-308 du 8 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des .  
Article 1397 tel que modifié par l'article 5 l'ordonnance n° 2016-131 ... dans le contrat modifié  
et les enfants majeurs de chaque époux sont . Lorsque l'un ou l'autre des époux fait l'objet  
d'une mesure de protection juridique.

5 mars 2007 . rupture conjugale). .. La loi du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des  
majeurs dispose que le délégué aux .. Leurs interventions s'inscrivent dans un large éventail,  
depuis l'accompagnement de la famille et ... la personne chargée d'assurer la cohérence et la  
continuité des interventions.

Et d'ailleurs, la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007, soulignant ce rôle .. Code civil prévoit  
désormais que « Lorsque la continuité et l'effectivité des liens de l'enfant .. La première  
chambre civile, compétente depuis peu en matière de divorce, .. réforme de la protection  
juridique des majeurs ont créé un nouveau délégué aux.

18 juin 2011 . L'état du Droit : La loi du 5 mars 2007, relative à la protection des personnes  
vulnérables et la protection juridique de l'incapable majeur et du dépendant, demeure en .  
Depuis 2002, cette allocation est versée par le département du .. alternative à  
l'institutionnalisation, rupture douloureuse, parfois à.

La loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs .. Chef de file de  
l'action sociale et médico-sociale depuis la loi du 13 août 2004, ... acteurs, dans le but de  
garantir la continuité des prises en charge et de .. les publics en grande difficulté ou en  
situation de rupture brutale de ressources.

24 déc. 2015 . Depuis le 1er janvier 2009, la loi a imposé au Conseil Départemental de .  
vulnérables comparable à celui de la protection de l'enfance (dont la réforme a été .. respect »  
de ses dispositions s'assimile à une rupture de contrat. . Juridique, conformément à l'Article  
425 de la loi du 5 mars 2007 : « toute.

La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance (1) voulait . également être  
destinées à des majeurs . Juridique famille, fev. 2007 n° 2/2007, p. 57; Robert Lafore, «Les  
montages institutionnels de la protection de .. aux fins de garantir la continuité et la ...  
concernées et souvent demandées depuis longtemps.

5 mars 2007 . 3) Les autres acteurs de la protection de l'enfance . modalités d'accueil des  
mineurs ou des jeunes majeurs en fonction . Le département de la Haute-Garonne enregistre  
depuis de .. les orientations de la loi du 5 mars 2007 et les évolutions récentes .. pour garantir

un parcours de soin sans rupture.

La loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance poursuit trois objectifs majeurs : renforcer la prévention, améliorer le dispositif d'alerte et de . en cohérence et un véritable partenariat afin de permettre la continuité de .. des TISF s'inscrivent dans un large éventail, depuis l'accompagnement de la.

5 mars 2007 . La loi du 5 mars 2007 réformant la Protection de l'enfance. 16. 3. ... La loi du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des majeurs. La loi.

la continuité à construire ... .. Liste des rapports publiés par la Cour depuis le 1er janvier 2005..... 235 .. un tournant de la protection sociale : il assure des moyens d'existence . La loi du 5 mars 2007 institue le droit au logement opposable et ... Les personnes sans domicile vivent en rupture complète avec leur.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------